

MONDIALISATION A un mois de l'ouverture de la troisième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle, Américains et Européens

multiplient les rencontres informelles : ● LE COMMISSAIRE européen chargé du commerce, le français Pascal Lamy, estime dans un entretien au *Monde* que « cette libéralisation est

bonne » et explique souhaiter « ● LES ORGANISATIONALES, dont présentes à Seatt

L'Europe veut renforcer la régulation

Dans un entretien au « *Monde* », le commissaire européen Pascal Lamy défend les normes sociales fondamentales, la sécurité alimentaire ». Huit questions

« Vous avez averti récemment que la réunion de Seattle pourrait être un échec et l'OMC incapable de lancer le nouveau cycle de négociations si les Etats-Unis refusaient d'élargir l'ordre du jour. Est-ce un hypothèse plausible ?

— J'ai dit ça parmi beaucoup d'autres considérations qui étaient destinées à apaiser le climat de tension entre l'Europe et les Etats-Unis. Cela étant, Seattle a été convoqué pour décider d'un agenda pour le round et nous avons des raisons extrêmement sérieuses d'insister sur un agenda large. Ces raisons sont politiques : nous pensons qu'il faut un vrai nouveau round, l'OMC n'étant pour l'instant pas en état de produire elle-même ce qu'il faut comme effort de libéralisation commerciale multilatérale. C'est nécessaire aussi parce que le précédent a laissé un très mauvais souvenir aux pays en voie de développement. Enfin, la libéralisation et le contexte de globalisation dans lequel elle se situe provoquent des réactions dans nos opinions. Elles étaient prévisibles, à partir du moment où l'interénétration se fait jusqu'à atteindre des problèmes comme l'environnement, les normes sociales fondamentales, la sécurité alimentaire, qui touchent de très près la vie des gens, leur culture, leur vision du monde. Il faut donc faire en sorte que ces nouveaux sujets soient traités. Nous devons faire partager par des secteurs de l'opinion jusque-là indifférents notre conviction que cette libéralisation est bonne.

— Comment analysez-vous ces divergences à propos de l'ordre du jour ?

— Aux Etats-Unis, l'analyse est semblable à la nôtre. Ils ont à peu près le même problème politique. Il est vrai que pour l'instant nous n'en tirons pas les mêmes conclusions tactiques. Cela tient à ce que nous ne sommes pas dans le même cycle politique. L'administration américaine est en fin de parcours. Les Américains ont comme échéance Seattle et ils font face à une campagne électorale, un moment propice à l'action des lobbies. Je pense donc que l'administration démocrate, pour des raisons de calendrier, n'analyse pas exactement comme nous la part de risque et la part d'opportunité qu'il y a dans les sujets à traiter.

— Vous étiez à Washington il y a quelque jours. Dans quel état d'esprit avez-vous trouvé vos interlocuteurs américains ?

— Constructif du côté de l'administration et agressif du côté du Congrès.

— Quand Romano Prodi annonce qu'il rencontrera Bill Clinton le 27 octobre, il y a une certaine incompréhension sur le rôle respectif du président Prodi et le vôtre. Comment voyez-vous cette articulation ?

— Il est tout à fait normal que sur un sujet aussi important, Clinton et Prodi, en tant que porteur chacun, au moins symboliquement, d'une part importante du commerce mondial, aient l'idée de se rencontrer pour donner un signal d'encouragement sur un processus qui est difficile. J'appuie ça pleinement.

— Quels sont les objectifs offensifs de l'Union dans la négociation ? Que peut-elle espérer



PASCAL LAMY

en retirer de tangible ?

— L'Europe attend du nouveau round ce qu'elle attendait du round précédent, c'est-à-dire un meilleur accès pour ses entreprises qui sont très compétitives dans de nombreux domaines — à un certain nombre de marchés extérieurs qui, pour des raisons diverses, ne sont pas ouverts. Ainsi, en France, il y a par exemple beaucoup d'entreprises dans les télécoms, dans l'eau, les services collectifs, qui ont beaucoup à gagner à ce que, par exemple, les appels d'offres gouvernementaux soient régis par des règles plus proches des nôtres.

— Sur les subventions agricoles, on assiste à une sorte d'escalade entre Américains et Européens. Washington veut le démantèlement de nos subventions, alors qu'au même moment le Congrès approuve des subventions importantes en faveur des agriculteurs américains. La PAC est-elle menacée ?

— Depuis dix ans, il y a eu beaucoup de progrès de faits. Nous dépassons, les Américains et nous, les mêmes montants pour l'agriculture. Le problème est de savoir

ATIONAL

EDI 22 OCTOBRE 1999

que pourquoi l'Eu-
in agenda large ».
TIONS non gouver-
huit cents seront
e, veulent faire en-

tendre la voix de la société civile pour humaniser le commerce. ● LE PRE-
MIER MINISTRE, Lionel Jospin, et Jean Glavany, ministre de l'agriculture, de-
vraient recevoir, jeudi 21 octobre,

pour une « table ronde », les repré-
sentants des principales organisa-
tions agricoles, afin de procéder à un
tour d'horizon des questions qui
préoccupent les professionnels.

ation du commerce international

estime que le nouveau round de l'OMC doit englober « l'environnement, les ONG veulent faire entendre la voix de la société civile à Seattle

comment on le fait et quel est l'impact sur le commerce mondial. Les Américains, partant d'un système d'aides directes (*deficiency payments*), ont beau jeu de dire qu'ils sont moins néfastes pour le commerce international, puisque, comme leurs prix sont bas, ils n'ont pas de subventions à l'exportation à donner. Si on regarde seulement la partie subventions à l'exportation, ils ont un avantage de présentation. C'est vieux comme l'histoire de la PAC ! Depuis l'Uruguay Round, l'UE a fait évoluer son dispositif de soutien vers des aides directes. Les décisions prises par le conseil européen de Berlin sur l'Agenda 2000, notamment en matière de baisses de prix, nous donnent une marge de manœuvre, y compris sur les exportations.

— Sera-t-il possible de rouvrir l'accord sanitaire et phytosanitaire (accord « SPS »), alors que les Américains ne le veulent pas, donc d'arriver à un vrai débat sur le principe de précaution ?

— On est à la veille de débats plus difficiles sur ce thème que ceux que nous avons eu précédemment. Sur tout ce qui touche aux nouvelles matières, que ce soit les hormones, les OGM, etc., il est évident que nous n'avons pas pour l'instant la même philosophie : Aux Etats-Unis, les nouveautés sont une opportunité alors qu'en Europe, on les considère plutôt comme un risque. Petit à petit, nous réfléchissons nous-mêmes sur ces sujets et ils réfléchissent. Leur opinion est en train de bouger. Cela étant, il y a encore beaucoup de chemin à faire. Il faut qu'on en parle, entre gens du busi-

ness, entre scientifiques, entre autorités morales, car il y a derrière tout ça des questions tout à fait fondamentales sur la vie. C'est un débat typique de la globalisation car il renvoie tout de suite au problème institutionnel : le mécanisme de règlement des différends que nous avons monté à l'OMC se révèle de bonne qualité, mais on n'a pas décidé, alors qu'il pourrait servir à savoir si les organismes génétiquement modifiés sont bons ou non. Ces sujets-là restent des sujets hors des procédures institutionnelles, sur lesquels il faut qu'on réfléchisse politiquement. Si l'on ne parvient pas à s'entendre, chacun prendra ses responsabilités.

« Aux Etats-Unis, les nouveautés sont une opportunité alors qu'en Europe, on les considère plutôt comme un risque »

— Est-il pensable que les Européens se rendent à Seattle en ordre dispersé à propos de la « diversité culturelle » ?

— Non. On est d'ailleurs en train de cheminer doucement. Je n'envisage pas ça une seconde, pas plus que sur les problèmes qui restent à régler sur la présentation que nous faisons de la prise en compte des normes sociales fondamentales.

— Sur l'exception culturelle,

sur les affaires agricoles, sanitaires, on remarque, ce qui est nouveau, une forte effervescence dans nos pays, notamment en France. Ces réactions nationales vont-elle gêner les négociateurs de l'Union ?

— Non, je le prends comme un fait politique. Les origines de ça, on les connaît, c'est la « vache folle », c'est la dioxine, c'est le sang contaminé. Il y a des traumatismes collectifs très forts qui ont laissé des traces politiques. Et la preuve c'est qu'à l'intérieur de l'UE on n'a pas encore fait le ménage, comme en témoigne le différend qu'on a avec les Britanniques sur ce qu'il reste à régler des conséquences de la « vache folle ». Ça me conforte dans l'idée que le round doit apporter des réponses si possible communes à ce type de craintes.

— Cette idée que l'OMC est porteur d'une espèce de dictature des marchés est répandue. Comment y remédier ? L'OMC va-t-elle sortir différente du Round ?

— L'OMC, c'est un forum de négociations, composé de membres souverains plus un mécanisme de règlement des différends, c'est-à-dire un juge. S'agissant du mécanisme des différends, il y a quelques aspects à améliorer à la lumière de l'expérience depuis 1994, il faut rendre en particulier son fonctionnement plus transparent. Ça fait partie des sujets qui doivent être à l'ordre du jour du nouveau round. »

*Propos recueillis à Bruxelles
par Philippe Lemaître
et Laurent Zecchini*